

Benko, G.B., éd. (1990) *La dynamique spatiale de l'économie contemporaine*. La Garenne-Colombes, Éditions de l'Espace Européen, 396 p. (ISBN 2-7388-0076-9)

Robert Marconis

Volume 36, numéro 97, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022249ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022249ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

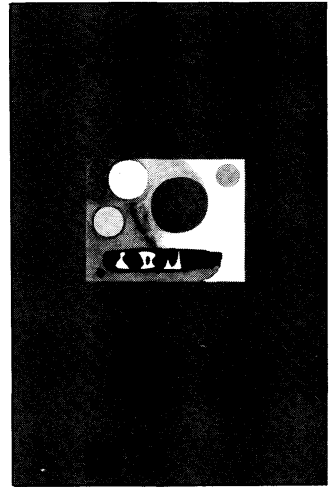
1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Marconis, R. (1992). Compte rendu de [Benko, G.B., éd. (1990) *La dynamique spatiale de l'économie contemporaine*. La Garenne-Colombes, Éditions de l'Espace Européen, 396 p. (ISBN 2-7388-0076-9)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 36(97), 105–106. <https://doi.org/10.7202/022249ar>

BENKO, G.B., éd. (1990) *La dynamique spatiale de l'économie contemporaine*. La Garenne-Colombes, Éditions de l'Espace Européen, 396 p.
(ISBN 2-7388-0076-9)



Cet ouvrage réunit, sous la direction de G.B. Benko, 17 contributions autour d'un thème qui appelait la confrontation entre économistes et géographes: les rapports entre l'évolution du système productif et les dynamiques territoriales.

La crise que connaissent depuis 20 ans les économies des pays industrialisés occidentaux a remis en question les modèles macro-économiques dominants et suscité de nouvelles recherches visant à explorer de nouvelles opportunités technologiques ou territoriales de développement. Réflexion sur les technologies nouvelles, l'explosion des services, repli sur le local... Sur tous ces thèmes une synthèse s'imposera sans doute, mais peut sembler encore prématurée face aux interrogations qui demeurent en cette dernière décennie du siècle. Il faut donc être reconnaissant aux auteurs de cet ouvrage d'avoir accepté de faire le point de leurs travaux, fût-ce en posant plus de questions qu'ils n'en peuvent résoudre. L'humilité de certaines approches n'en est que plus stimulante pour le lecteur et contraste avec la rigidité de cadres théoriques qui dominaient naguère.

Après une solide introduction de G.B. Benko qui met en perspective les contributions qui suivent, deux géographes (P. Claval et G. Fischer) et deux économistes (P. Veltz et A. Lipietz) abordent les problèmes dans une optique essentiellement théorique. P. Claval s'interroge sur la fragilité des fondements théoriques qui ont justifié les politiques d'aménagement territorial dans la seconde moitié du XX^e siècle et dont il conviendrait d'apprécier le danger.

A. Fischer apporte en ce domaine des éléments de réflexion. S'interrogeant sur les nouvelles relations de l'entreprise industrielle à l'espace géographique, il rappelle l'importance des proximités physiques, quelles que soient par ailleurs les libertés nouvelles de localisation et les nouvelles technologies de la communication. Des proximités physiques qui peuvent freiner les délocalisations ou inciter à la mobilité spatiale vers certains territoires.

Questions reprises par P. Veltz présentant avec fermeté les transformations industrielles contemporaines, mais se limitant à des hypothèses sur leurs effets «territoriaux». Parmi ces dernières, on retiendra celle d'une transition entre la «polarisation-zone» et une «polarisation-réseau»: «Davantage que par les processus jusqu'ici fondamentaux de commandement sur des aires concentriques et emboîtées, la dynamique des pôles se définit par leur capacité à se brancher sur les flux et les réseaux majeurs, à capter des rentes liées à des interconnexions de réseaux, à constituer des têtes de réseau, etc.» L'économie territoriale de la France irait donc vers un processus de métropolisation, liant Paris et quelques pôles secondaires en une «métropole-réseau», s'opposant au désert français constitué d'espaces «débranchés».

Mais face à la crise capitaliste mondiale, A. Lipietz s'interroge sur la pertinence des différents niveaux territoriaux et pose avec vigueur la question de l'autonomie du national et du régional. À ses yeux, le libéralisme productiviste aurait pour conséquence un remaniement de la hiérarchie des espaces (mondial/national/local), l'État national régulateur du fordisme s'effaçant au profit du niveau mondial, où se jouerait l'économie, et du niveau local pour la «gestion du social». Mais les impasses de ce modèle conduiraient à revigorer deux instances spatiales, celles de l'État fédératif et du bloc multinational, qui pourraient s'imposer, comme un compromis, dans une issue progressiste à la crise.

Ces développements éclairent les contributions suivantes plus centrées sur des études de cas majoritairement européens, qu'il s'agisse de la réorganisation spatiale de certains secteurs industriels confrontés aux nouvelles technologies (semiconducteurs, industrie automobile, industries *high-tech*), de sites de technopoles (Phoenix) ou de la nouvelle géographie des services (services aux entreprises, conseils en haute technologie, activité bancaire, immobilier d'entreprise). Et l'ouvrage se conclut sur trois études balisant une éventuelle «troisième voie» de développement territorialisé, par diffusion de la production dans de petites unités, PME et artisanat, qu'illustrent les cas de l'Italie, de la Hongrie et du Luxembourg.

Un ouvrage stimulant pour la réflexion, offrant des repères fondamentaux pour de nouvelles recherches. Une véritable confrontation pluridisciplinaire qui se révèle féconde, où les contributions ne sont pas réunies de façon artificielle, mais s'inscrivent dans une même problématique et s'enrichissent mutuellement.

Robert Marconis
Université Toulouse-Le Mirail/CIEU